

## COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

#### SÉANCE DU 30 MAI 2024

L'an deux mille vingt-quatre le 30 mai à 18 H 00, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis à la salle des Fêtes de MARGERIE-HANCOURT, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 24 mai 2024 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

**Etaient présents** : MM. CAPPÉ, FORMET, FORTIN, VEBER (à partir de 18h30), DHYÈVRE, DULIEUX, Mmes GUÉRY, CAPRA (suppléante de M. COTTON), M. DELCOMBEL, Mme FELICETTI, M. LANTERNAT, Mmes ROYER (suppléante de M. COLLOT), ARMANETTI, MM. MAUTRAIT, CHAMPION, GÉRARD, DESANLIS, Mme KARCENTY, M. MOULIN, Mme GEOFFROY, M. GAUMONT, Mme SIMONNET, MM. ROYER, CHAVEROU, LOISELET (jusqu'à 20h15), PASSINHAS, BOUQUET, Mme RÉOLON, MM. MOUTON, BURCKEL, Mme VÉGA, MM. GONTHIER, FONTAINE, Mme COLSON, M. ROCH, Mmes SERRE, BAUMEL, MM. BEAUJOIN, CARDOSO, Mmes PARIS, GOUILLY, MM. DUCHÊNE (à partir de 18h35), EL GHALLOUSSI (à partir de 18h20).

**Absents excusés** : M. LONCLAS, Mme PARNISARI, MM. THIÉBAULT, MATHIEU, DESCHAMPS, MM. MALOU, CASTAGNA, NOBLET, COQUIN, BONETTI, Mme COLLIN, M. TINDILLIÈRE, Mme JACQUEMOT, M. HMISSI, Mme BERTIN, M. ERRE.

**Absents** : MM. NICOULEAUD, TRIOLET, Mmes MUNSTER, GOLLÈS.

11 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ Mme PARNISARI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à Mme ARMANETTI,
- ✓ M. MATHIEU, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. GAUMONT,
- ✓ M. DESCHAMPS donne pouvoir à Mme FELICETTI,
- ✓ M. MALOU, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. BOUQUET,
- ✓ M. NOBLET, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. FORMET,
- ✓ M. COQUIN, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. ROYER,
- ✓ M. BONETTI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. DESANLIS,
- ✓ Mme COLLIN donne pouvoir à Mme RÉOLON,
- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir à M. GONTHIER,
- ✓ Mme JACQUEMOT donne pouvoir à M. MOUTON,
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. BURCKEL.

Secrétaire de séance : Monsieur Romain DESANLIS.

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE**  
**SYNDICAT MIXTE DE LA MARNE MOYENNE**  
**ADHÉSION DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DU GRAND REIMS**  
**MODIFICATION DES STATUTS**

Rapporteur : Monsieur Éric CHAVEROU

Notre Communauté de communes est membre du Syndicat Mixte de la Marne Moyenne (S3M), au titre de 24 de nos communes, situées dans son périmètre d'intervention.

Le S3M est compétent sur une partie du bassin versant de la Marne, pour la gestion des milieux aquatiques (GEMA), pour les études relatives à la prévention contre les inondations (PI) et à la carte pour la maîtrise d'ouvrage de la prévention contre les inondations.

Par courrier du 25 septembre dernier, la Communauté urbaine du Grand Reims a ainsi sollicité son adhésion au S3M pour quatre Communes qui se situent sur le bassin versant de la Marne moyenne, qui se trouvent être des têtes de bassin : Billy-le-Grand, Trépail, Vaudemange (concernées par le ruisseau de Trépail) et Ville-en-Selve (concernée par la Livre).

Dans sa séance du 12 avril dernier, le Comité syndical a approuvé, à l'unanimité, cette nouvelle délimitation de son périmètre, conduisant à une révision des statuts du Syndicat Mixte de la Marne Moyenne.

En effet, il s'agit :

- d'une part, d'intégrer les quatre communes précitées dans le périmètre d'action du syndicat, par l'adhésion de la Communauté urbaine du Grand Reims ;
- d'autre part, et en conséquence, de modifier la gouvernance du S3M par l'adjonction de deux délégués titulaires supplémentaires, disposant chacun d'une voix.

La délibération n°2024-15, par laquelle le comité syndical a ainsi approuvé la modification de ses statuts nous a été notifiée le 19 avril dernier.

La modification des statuts doit être approuvée à la majorité qualifiée des dix établissements publics de coopération intercommunale, actuellement membres du syndicat mixte fermé.

Les E.P.C.I. concernés sont donc appelés à délibérer dans les trois mois suivant la notification de la délibération. du S3M.

À défaut de délibération dans ce délai, notre décision serait réputée favorable.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-18 et L5211-20, ainsi que L5711-1,

Vu l'arrêté interdépartemental du 29 mai 2019 portant création du S3M,

Vu la délibération n°2024-15 du Syndicat Mixte de la Marne Moyenne approuvant l'évolution du périmètre et l'actualisation des statuts en découlant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025,

Considérant la nécessité d'actualiser le périmètre du Syndicat Mixte de la Marne Moyenne, au regard de l'adhésion de la Communauté urbaine du Grand Reims,

Considérant, en conséquence, la nécessité de modifier la composition du comité syndical administrant le S3M,

Considérant que le Syndicat Mixte de la Marne Moyenne a consulté l'ensemble de ses membres par courrier en date du 18 avril 2024,

Vu l'avis favorable du bureau de communauté en date du 21 mai 2024

Il vous est demandé, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ approuver l'adhésion de la Communauté urbaine du Grand Reims au Syndicat Mixte de la Marne Moyenne, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, conduisant à modifier son périmètre d'intervention, avec l'ajout de quatre communes : Billy-le-Grand, Trépail, Vaudemange et Ville-en-Selve ;

2°/ approuver en conséquence les nouveaux statuts du Syndicat Mixte de la Marne Moyenne, annexés à la présente délibération ;

3°/ charger Monsieur le Président de l'exécution de la présente délibération qui sera notifiée au Syndicat Mixte de la Marne Moyenne ;

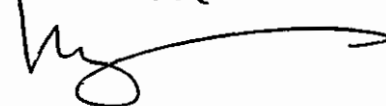
4°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tous les documents se rapportant à cette affaire.

La délibération est adoptée  
à l'unanimité des membres  
du Conseil de Communauté.

Le secrétaire de séance,  
Romain DESANLIS



POUR EXTRAIT CONFORME,  
LE PRESIDENT,  
Jean-Pierre BOUQUET



Certifié exécutoire par le Président compte tenu  
de la transmission en Sous-Préfecture le 10 JUIN 2024  
et de la publication le 11 JUIN 2024  
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.  
Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER : Séance du Conseil de Communauté du 30 mai 2024

STATUTS DU SYNDICAT MIXTE DE LA MARNE MOYENNE



# **STATUTS DU SYNDICAT MIXTE DE LA MARNE MOYENNE (S3M)**

Révision du 12 avril 2024

# STATUTS DU SYNDICAT MIXTE DE LA MARNE MOYENNE

## Table des matières

<b>PREAMBULE .....</b>	<b>3</b>
<b>TITRE I – CONSTITUTION, DENOMINATION, SIEGE, DUREE ET MEMBRES .....</b>	<b>4</b>
ARTICLE 1. CONSTITUTION ET NATURE DU SYNDICAT .....	4
ARTICLE 2. DENOMINATION.....	4
ARTICLE 3. SIEGE .....	4
ARTICLE 4. DUREE .....	4
ARTICLE 5. MEMBRES.....	4
<b>TITRE II. MISSIONS DU SYNDICAT .....</b>	<b>5</b>
ARTICLE 6. COMPETENCES.....	5
<i>Article 6.1. Compétences obligatoires .....</i>	<i>5</i>
<i>Article 6.2. Compétence à la carte.....</i>	<i>5</i>
ARTICLE 7. FONCTIONNEMENT DES COMPETENCES A LA CARTE.....	5
<i>Article 7.1. Principes .....</i>	<i>5</i>
<i>Article 7.2. Répartition des charges.....</i>	<i>5</i>
<i>Article 7.3. Transfert complémentaire de la compétence à la carte.....</i>	<i>6</i>
<i>Article 7.4. Restitution d'une compétence à la carte.....</i>	<i>6</i>
ARTICLE 8. AUTRES MODES DE COOPERATION .....	6
<b>TITRE III. ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT.....</b>	<b>7</b>
ARTICLE 9. LE COMITE SYNDICAL.....	7
ARTICLE 10 : ATTRIBUTIONS DU COMITE SYNDICAL.....	8
ARTICLE 11 : LE BUREAU .....	8
ARTICLE 12 : LE PRESIDENT .....	8
ARTICLE 13 : COMMISSIONS.....	9
<b>TITRE IV -DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES .....</b>	<b>10</b>
ARTICLE 14 : BUDGET .....	10
ARTICLE 15 : RECETTES.....	10
ARTICLE 16 : PRINCIPES RELATIFS AU CALCUL DES CONTRIBUTIONS FINANCIERES DES MEMBRES.....	10
ARTICLE 17 : REPARTITION DES CHARGES INHERENTES A LA COMPETENCE OBLIGATOIRE .....	10
ARTICLE 18 : REPARTITION DES CHARGES INHERENTES A LA COMPETENCE A LA CARTE RELATIVE A LA MAITRISE D'OUVRAGE EN MATERE DE PREVENTION DES INONDATIONS .....	11
ARTICLE 19 : AUTRES CONDITIONS FINANCIERES .....	11
<b>TITRE V : MODIFICATIONS STATUTAIRES.....</b>	<b>12</b>
ARTICLE 20 : MODIFICATIONS DES STATUTS .....	12
ARTICLE 21 : ADHESION D'UN NOUVEAU MEMBRE .....	12
ARTICLE 22 : RETRAIT D'UN DES MEMBRES .....	12
<b>TITRE VI - DISPOSITIONS DIVERSES.....</b>	<b>13</b>
ARTICLE 23 : AUTRES DISPOSITIONS .....	13
ARTICLE 24 : REGLEMENT INTERIEUR.....	13
<b>ANNEXE 1 : PERIMETRE D'INTERVENTION DU SYNDICAT : LES TERRITOIRES .....</b>	<b>14</b>
<b>ANNEXE 2 : PERIMETRE D'INTERVENTION DU SYNDICAT : LISTE DES MASSES D'EAU (ME).....</b>	<b>17</b>
<b>ANNEXE 3 : LISTE DES ADHESIONS A LA CARTE DE COMPETENCE RELATIVE A LA MAITRISE D'OUVRAGE EN MATERE DE PREVENTION DES INONDATIONS .....</b>	<b>18</b>
<b>ANNEXE 4 : METHODOLOGIE RELATIVE A LA DEFINITION DU NOMBRE DE DELEGUES ET DE VOIX PAR MEMBRE.....</b>	<b>19</b>

## Préambule

Il convient de préciser que le Syndicat Mixte de la Marne Moyenne est issu de la fusion des syndicats de rivières suivants :

- le Syndicat intercommunal pour l'aménagement hydraulique de la Marne Moyenne,
- le Syndicat mixte des Tarnauds,
- le Syndicat mixte pour l'aménagement hydraulique du bassin de l'Isson ,
- le Syndicat mixte pour l'aménagement hydraulique de la vallée de l'Orconté,
- le Syndicat mixte pour l'aménagement et l'entretien de la Marne,
- Syndicat intercommunal à vocation unique pour l'aménagement hydraulique de la rivière Somme,
- Syndicat intercommunal à vocation unique pour l'assainissement des Vallées du Cubry, du Sourdon et autres cours d'eau annexes.

Aussi, le syndicat a pour vocation d'intervenir sur les zones blanches du bassin versant de la Marne Moyenne.

## **Titre I - Constitution, dénomination, siège, durée et membres**

### **Article 1. Constitution et nature du syndicat**

Conformément aux dispositions de l'article L. 5711-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est créé par fusion et extension du périmètre un syndicat mixte fermé à la carte sur le périmètre du bassin versant de la Marne Moyenne.

### **Article 2. Dénomination**

Le syndicat prend le nom de Syndicat Mixte de la Marne Moyenne (S3M).

### **Article 3. Siège**

Le siège du syndicat est fixé à CHALONS EN CHAMPAGNE au 26 Rue Joseph-Marie Jacquard

### **Article 4. Durée**

Le syndicat est constitué pour une durée illimitée.

### **Article 5. Membres**

Le S3M regroupe les membres suivants :

- Communauté d'agglomération du Grand Saint-Dizier, Der et Vallées;
- Communauté de Communes de Vitry Champagne et Der ;
- Communauté de communes Perthois-Bocage et Der ;
- Communauté de communes Côtes de Champagne et Val de Saulx ;
- Communauté de communes de la Moivre à la Coole ;
- Communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne ;
- Communauté de communes de la Grande Vallée de la Marne ;
- Communauté urbaine du Grand Reims ;
- Communauté d'agglomération d'Epemay, Coteaux et Plaine de Champagne;
- Communauté de communes des Paysages de la Champagne ;
- Communauté de communes du Sud Marnais.

Ces communautés siègent pour le périmètre des communes du Bassin Versant de la Marne Moyenne. Ce qui signifie que seules les communes des membres du syndicat concernées par le Bassin Versant de la Marne Moyenne sont comprises dans le périmètre. Le seuil de 5% étant la surface minimale d'un territoire communal appartenant au bassin versant de la Marne pour intégrer le syndicat Mixte de la Marne Moyenne Un tableau annexé à la présente identifie précisément les périmètres concernés (annexe 1 et 2).

Le syndicat mixte fermé peut regrouper d'autres établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre.

## **Titre II. Missions du syndicat**

### **Article 6. Compétences**

Le S3M est un syndicat à la carte au sens des dispositions de l'article L. 5212-16 du CGCT qui exerce les compétences prévues dans ces présents statuts :

#### **Article 6.1. Compétences obligatoires**

##### *Article 6.1.1. Compétence relative à l'aménagement du bassin*

L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique au sens du 1° de l'article L.211-7, I du Code de l'environnement)

##### *Article 6.1.2. Compétence relative à l'entretien et l'aménagement des cours d'eau*

L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau (au sens du 2° de l'article L.211-7, I du Code de l'environnement).

##### *Article 6.1.3 Compétence relatives aux études en matière de prévention contre les inondations*

Le syndicat est compétent, en matière de prévention des inondations au sens du 5° du L.211-7, I du Code de l'environnement, pour réaliser des études relatives à la prévention contre les inondations.

##### *Article 6.1.4 Compétence relatives à la protection et la restauration de sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines*

Le syndicat est compétent pour assurer la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines (au sens du 8° de l'article L.211-7, I du Code de l'environnement).

#### **Article 6.2. Compétence à la carte**

En complément de la compétence obligatoire portant sur les études relatives à la prévention contre les inondations, le syndicat est compétent pour assurer la maîtrise d'ouvrage de la prévention contre les inondations pour les membres qui optent pour cette compétence à la carte revenant ainsi à lui transférer, sur leurs périmètres, l'intégralité de la compétence 5° de l'article L.211-7, I du Code de l'environnement.

### **Article 7. Fonctionnement des compétences à la carte**

#### **Article 7.1. Principes**

Le S3M est un syndicat mixte à la carte. Ses membres peuvent adhérer en sus des compétences obligatoire à la compétence à la carte précitée.

#### **Article 7.2. Répartition des charges**

Le syndicat exerce, en lieu et place de ses membres, les compétences qui lui ont été transférées.



La ventilation entre les charges affectables et non affectables sera validée chaque année lors du vote du budget et du compte administratif.

Chaque membre ne supporte que les dépenses correspondant aux compétences effectivement transférées au syndicat et une part des dépenses d'administration générale. Ainsi, chaque charge affectable est rattachée à sa carte de compétence et supportée financièrement par les seuls membres qui y adhèrent. Par conséquent, les charges relatives aux compétences obligatoires (6.1.1, 6.1.2, 6.1.3 et 6.1.4) seront solidairement supportées par les membres du syndicat.

Toutes les charges non affectables qui constituent les dépenses d'administration générale seront réparties sur l'ensemble des cartes de compétence de manière identique.

Il est annexé aux statuts un tableau faisant état des adhésions des membres aux différentes compétences (annexe 2).

#### **Article 7.3. Transfert complémentaire de la compétence à la carte**

L'adhésion à la compétence à la carte résulte de l'application des dispositions de l'article L.5211-17 du CGCT.

#### **Article 7.4. Restitution d'une compétence à la carte**

Un membre ayant transféré une compétence à la carte, peut reprendre cette compétence. La restitution des compétences est réalisée conformément aux articles L.5211-17 et L.5211-25-1 du code général des collectivités territoriales.

#### **Article 8. Autres modes de coopération**

Le S3M a la faculté de conclure, avec des membres ou des tiers non membres tels que des collectivités territoriales, des établissements publics de coopération intercommunale, des syndicats mixtes ou autres, pour des motifs d'intérêt public local et à titre de complément du service assuré à titre principal pour les membres, des conventions ou tous autres dispositifs légaux, et ce dans les conditions requises par la loi et la jurisprudence et notamment des règles de la commande publique en cas d'application de ces dernières.

### Titre III. Administration et fonctionnement

Le syndicat est administré par un comité syndical, un bureau et un président.

#### Article 9. Le comité syndical

Le syndicat est administré par un comité syndical composé de délégués désignés par les organes délibérants des membres qu'ils représentent.

Chaque délégué participe au vote de chacune des délibérations relatives à l'exercice de la ou des compétence(s) auxquelles les membres qu'ils représentent adhèrent.

En cas de vacance, la représentation fonctionne selon le système du pouvoir et non pas du suppléant.

Le comité syndical est composé de délégués titulaires répartis comme suit. Chaque délégué dispose ensuite d'un certain nombre de voix :

	4	4	16
	4	3	12
	4	2	8
	4	2	8
	4	1	4
	3	1	3
	3	1	3
	2	1	2
	2	1	2
	2	1	2
	2	1	2

La méthodologie permettant d'obtenir le nombre de délégués et de voix par membres est décrite dans l'annexe 4.

Le mandat de délégué au sein du comité syndical expire en même temps que le mandat au titre duquel les délégués ont été désignés.

En cas de vacance parmi les délégués, par suite de décès, démission ou toute autre cause, l'organe délibérant du membre concerné pourvoit au remplacement dans les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales.

À défaut pour un membre d'avoir désigné ses délégués, il sera fait application de l'article L.5211-8 du code général des collectivités territoriales pour les membres issus des EPCI à fiscalité propre et des syndicats mixtes.

#### **Article 10 : Attributions du comité syndical**

Le comité syndical règle par ses délibérations les affaires relevant de l'objet du S3M. Il peut déléguer une partie de ses compétences collégialement au bureau ou individuellement au président à l'exception des domaines suivants :

- Élire le président et les membres du bureau,
- Adopter le règlement intérieur du syndicat,
- Approuver les nouveaux membres,
- Voter le budget et le compte administratif,
- Fixer et appeler les contributions financières des membres ;
- Décider la création d'emplois,
- Propose de modifier les conditions de financement du syndicat ;
- Propose de modifier les statuts.

#### **Article 11 : Le Bureau**

Le comité syndical élit en son sein un bureau composé du Président, d'un ou plusieurs vice-présidents et, éventuellement, d'un ou plusieurs autres membres.

Le nombre de vice-présidents est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20 %, arrondi à l'entier supérieur, de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze vice-présidents.

L'organe délibérant peut, à la majorité des deux tiers, fixer un nombre de vice-présidents supérieur à celui qui résulte de l'application des deuxième et troisième alinéas, sans pouvoir dépasser 30 % de son propre effectif et le nombre de quinze ou, s'il s'agit d'une métropole, de vingt. Dans ce cas, les deuxième et troisième alinéas de l'article L. 5211-12 sont applicables.

Les élections et la périodicité de renouvellement du bureau sont définies par les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le comité syndical peut déléguer au bureau et au Président les pouvoirs d'administration et de gestion par une délégation spéciale ou permanente dans les limites permises par le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.5211-10.

#### **Article 12 : Le Président**

Le Président est l'organe exécutif du syndicat, il prépare et exécute les délibérations du Comité syndical. Sa voix est prépondérante en cas de partage des votes. Il est ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes.

Il est seul chargé de l'administration, mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents ou, en cas d'empêchement ou d'absence de ces derniers, à d'autres membres du bureau.

Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au directeur ou à la personne qui en fait office.

Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

Il est le chef des services que le syndicat crée, il représente le syndicat en justice.

Le Président est élu parmi les membres du comité syndical au scrutin secret et à la majorité absolue.

### **Article 13 : Commissions**

Le comité syndical peut, à tout moment, créer des commissions consultatives permanentes ou temporaires. Leur nombre, leur composition, leur objet et leur fonctionnement sont fixés par délibération du comité syndical.

## TITRE IV -DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

### Article 14 : Budget

Le budget du syndicat pourvoit aux dépenses et aux recettes des services pour lesquels il est constitué.

### Article 15 : Recettes

Les recettes du syndicat comprennent notamment :

- Les contributions financières de chaque membre, décidées par le comité syndical dans le respect des dispositions statutaires,
- Les revenus des biens meubles ou immeubles,
- Les sommes qu'il perçoit auprès des administrations publiques, des associations ou des usagers,
- Les subventions obtenues,
- Le produit des taxes, redevances, et contributions correspondant aux services assurés,
- Les produits des dons et legs,
- Les produits des emprunts,
- Toute autre recette autorisée par les lois et règlements en vigueur, présent et à venir.

### Article 16 : Principes relatifs au calcul des contributions financières des membres

Le montant de la contribution des membres aux dépenses du syndicat est fixé chaque année lors du vote du budget par délibération du comité syndical et selon les modalités de calcul suivantes. Pour le calcul des participations qui suivent, la charge à répartir —compétence par compétence—est calculée sur la base des charges affectées à la compétence après déduction des éventuelles participations financières des autres collectivités publiques (hors contributions) et plus globalement de toutes les recettes affectées à la compétence. Il est ainsi fait application de la formule suivante :

#### Charges à répartir pour la compétence (CRC)

=

Total des charges affectées à la compétence – (participations financières de tiers + autres recettes affectées à la compétence).

### Article 17 : Répartition des charges inhérentes à la compétence obligatoire

Les contributions aux dépenses de fonctionnement comme d'investissement par les membres sont réparties entre les membres.

Les modalités de répartition entre les membres tiendront compte des critères suivants :

$$80 \% \frac{P_{EPCI}}{P_{S3M}} + 20 \% \frac{S_{EPCI}}{S_{S3M}}$$

**P<sub>EPCI</sub>** : Ensemble des populations communales de l'EPCI membre incluse dans le périmètre du syndicat

**P<sub>S3M</sub>** : Population totale du bassin versant

**S<sub>EPCI</sub>** : Ensemble des surfaces communales de bassin versant sur le territoire de l'EPCI incluses dans le périmètre du syndicat

**S<sub>S3M</sub>** : surface totale du bassin versant

Pour les membres ayant leur territoire recouvert partiellement par plusieurs syndicats de rivières, la population de la commune concernée sera proratisée à la surface incluse dans le S<sub>S3M</sub>.

**Article 18 : Répartition des charges inhérentes à la compétence à la carte relative à la maîtrise d'ouvrage en matière de prévention des inondations**

Il est fait application du principe selon lequel les contributions de chaque membre devront prendre compte à la fois le lieu de l'implantation de l'ouvrage ou de la réalisation de l'action ainsi que l'intérêt desdits ouvrages et/ou actions pour les membres.

La répartition des dépenses liées à la compétence maîtrise d'ouvrage en matière de prévention des inondations seront définies par délibération du comité syndical lors de l'élaboration du budget.

**Article 19 : Autres conditions financières**

Tout mécanisme financier qui n'aurait pas été prévu par les présents statuts et ses annexes fait l'objet de décisions du comité syndical dans les conditions prévues par les textes en vigueur et sous réserve de ne pas être en contradiction avec les présents statuts.

## **TITRE V : MODIFICATIONS STATUTAIRES**

### **Article 20 : Modifications des statuts**

Le syndicat peut à tout moment étendre ou restreindre son objet sur des domaines présentant une utilité pour les membres.

L'extension de l'objet du syndicat et plus largement toute modification statutaire hors adhésion ou retrait peut être proposée sur l'initiative du comité syndical ou de l'un de ses membres.

L'extension ou la réduction de l'objet du syndicat est soumis au respect de l'article L.5211-17 et L.5211-20 du CGCT.

### **Article 21 : Adhésion d'un nouveau membre**

L'adhésion d'un nouveau membre est soumis au respect de l'article L.5211-18 du CGCT.

### **Article 22 : Retrait d'un des membres**

Tout membre peut faire valoir son droit au retrait du syndicat après en avoir informé le président par un courrier auquel est jointe la délibération portant décision de retrait.

Il conviendra d'appliquer l'article L.5211-19 du CGCT.

## **TITRE VI - DISPOSITIONS DIVERSES**

### **Article 23 : Autres dispositions**

Pour toute disposition non évoquée dans les présents statuts, les articles L.5711-1 et suivants du code général des collectivités territoriales ainsi que les dispositions auxquelles ils renvoient sont applicables.

### **Article 24 : Règlement Intérieur**

Conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, le syndicat se dotera d'un règlement intérieur dans les six mois qui suivront son installation.

PROJET



## Annexe 1 : Périmètre d'intervention du syndicat : les territoires

- Communauté d'agglomération du Grand Saint-Dizier, Der et Vallées ;

6 communes	
MAURUPT-LE-MONTHOIS	SAINT-VRAIN
PERTHES	TROIS-FONTAINES-L'ABBAYE
SAINT-EULIEN	VOUILLERS

- Communauté de Communes de Vitry Champagne et Der ;

24 communes	
ABLANCOURT	GLANNES
ARZILLIERES-NEUVILLE	HUIRON
AULNAY-L'AITRE	LA CHAUSSEE-SUR-MARNE
BIGNICOURT-SUR-MARNE	LES RIVIERES-HENRUEL
BLACY	LOISY-SUR-MARNE
BLAISE-SOUS-ARZILLIERES	MAISONS-EN-CHAMPAGNE
CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT	MAROLLES
COURDEMANGES	PRINGY
COOLE	SAINT-CHERON
COUVROT	SONGY
DROUILLY	SOULANGES
FRIGNICOURT	VITRY-LE-FRANCOIS

- Communauté de communes Perthois-Bocage et Der ;

16 communes	
ARRIGNY	LARZICOURT
BRANDONVILLERS	LUXEMONT-ET-VILOTTE
CLOYES-SUR-MARNE	MATIGNICOURT-GONCOURT
DROSNAV	MONCETZ-L'ABBAYE
ECRIENNES	NORROIS
GIGNY-BUSSY	ORCONTE
HEILTZ-LE-HUTIER	SAINT-REMY-EN-BOUZEMONT – SAINT-GENEST-ET-ISSON
ISLE-SUR-MARNE	THIEBLEMONT-FAREMONT

- Communauté de communes Côtes de Champagne et Val de Saulx ;

12 communes	
BASSU	SAINT-LUMIER-EN-CHAMPAGNE
BASSUET	SAINT-QUENTIN-LES-MARAIS
BUSSY-LE-REPOS	VITRY-EN-PERTHOIS
CHANGY	VANAUULT-LE-CHATEL
LISSE-EN-CHAMPAGNE	VAVRAY-LE-GRAND
SAINY-AMAND-SUR-FION	VAVRAY-LE-PETIT

- Communauté de communes de la Moivre à la Coole ;

25 communes	
BREUVERY-SUR-COOLE	MOIVRE
CERNON	NUISEMENT-SUR-COOLE
CHEPPES-LA-PRAIRIE	OMEY
CHEPY	POGNY
COUPETZ	SAINT-GERMAIN-LA-VILLE
COUPEVILLE	SAINT-JEAN-SUR-MOIVRE
DAMPIERRE-SUR-MOIVRE	SAINT-MARTIN-AUX-CHAMPS
ECURY-SUR-COOLE	SAINT-QUENTIN-SUR-COOLE
FAUX-VESIGNEUL	SOGNY-AUX-MOULINS
FRANCHEVILLE	TOGNY-AUX-BOEUFs
LE FRESNE	VESIGNEUL-SUR-MARNE
MAIRY-SUR-MARNE	VITRY-LA-VILLE
MARSON	

- Communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne ;

36 communes	
AIGNY	LENHARREE
AULNAY-SUR-MARNE	LES GRANDES-LOGES
BUSSY-LETTREE	MATOUQUES
CHALONS-EN-CHAMPAGNE	MONGETZ-LONGEVAS
CHAMPIGNEUL-CHAMPAGNE	RECY
CHENIERS	SAINT-GIBRIEN
CHERVILLE	SAINT-MEMMIE
COMPERTRIX	SAINT-MARTIN-SUR-LE-PRE
CONDE-SUR-MARNE	SAINT-PIERRE
COOLUS	SOMMESOUS
DOMMARTIN-LETTREE	SOUDE
L'EPINE	VATRY
FAGNIERES	SARRY
HAUSSIMONT	SOUDRON
ISSE	THIBIE
JALONS	VASSIMONT-ET-CHAPELAINE
JUVIGNY	VILLERS-LE-CHATEAU
LA VEUVE	VRAUX

- Communauté de communes de la Grande Vallée de la Marne ;

13 communes	
AMBONNAY	GERMAINE
AVENAY-VAL-D'OR	HAUTVILLERS
AY CHAMPAGNE (Ay + Bisseuil + Mareuil)	MUTIGNY
BOUZY	SAINT-IMOGES
CHAMPILLON	TOURS-SUR-MARNE
DIZY	VAL-DE-LIVRE (Louvois + Tauxière + La Neuville-en-Chaillois)
FONTAINE-SUR-AY	

- Communauté d'agglomération d'Epernay, Coteaux et Plaine de Champagne ;

39 communes	
ATHIS	MARDEUIL
AVIZE	MONTHELON
BERGERES-LES-VERTUS	MORANGIS
BLANCS COTEAUX (Gionges+Oger+Vertus+Voipreux	MOSLINS
BRUGNY-VAUDANCOURT	MOUSSY
CHAINTRIX-BIERGES	OIRY
CHAVOT-COURCOURT	PIERRE-MORAINS
CHOUILLY	PIERRY
CLAMANGES	PLIVOT
CRAMANT	POCANCY
CUIS	ROUFFY
CUMIERES	SAINT-MARD-LES-ROUFFY
ECURY-LE-REPOS	TRECON
EPERNAY	VINAY
FLAVIGNY	VOUZY
GERMINON	VELYE
GRAUVES	VILLENEUVE-RENNEVILLE-CHEVIGNY
LES-ISTRES-ET-BURY	VILLESENEUX
LE MESNIL-SUR-OGER	MAGENTA
MANCY	

- Communauté Urbaine du Grand Reims ;

4 communes	
BILLY LE GRAND	VAUDEMANGE
TREPAIL	VILLE EN SELVE

- Communauté de communes des Paysages de la Champagne : SAINT-MARTIN-D'ABLOIS
- Communauté de communes du Sud Marnais : FERE-CHAMPENOISE.

## Annexe 2 : Périmètre d'intervention du syndicat : liste des Masses d'Eau (ME)

NOM ME	Code ME
La Marne du confluent de la Blaise (exclu) au confluent de la Saulx (exclu)	FRHR113B
L'Orconté de sa source au confluent de la Marne (exclu)	FRHR118
La censiére	FRHR118-F5417000
L'Isson de sa source au confluent de la Marne (exclu)	FRHR119
La Marne du confluent de la Saulx (exclu) au confluent de la Somme Soude (exclu)	FRHR130A
ruisseau le pisseleu	FRHR130A-F6086000
La Marne du confluent de la Somme Soude (exclu) au confluent de la Semoigne	FRHR130B
la gravelotte	FRHR130B-F6101000
ru du Trépail	FRHR130B-F6104000
ruisseau d'isse	FRHR130B-F6104200
les tarmuds	FRHR130B-F6125000
Le Cubry de sa source au confluent de la Marne	FRHR130C
ruisseau le darcy	FRHR130C-F6128000
Le Fion de sa source au confluent de la Marne (exclu)	FRHR131
La Moivre de sa source au confluent de la Marne (exclu)	FRHR132
La Coole de sa source au confluent de la Marne (exclu)	FRHR134
La Somme Soude de sa source au confluent de la Marne (exclu)	FRHR135
La Guenelle de sa source au confluent de la Marne (exclu)	FRHR133
la chéronne	FRHR133-F6051000
ruisseau du mont	FRHR135-F6091000
la soude	FRHR135-F6092000
ruisseau la berle	FRHR135-F6096000
La Livre de sa source au confluent de la Marne (exclu)	FRHR136
ruisseau la germaine	FRHR136-F6116000
moivre dérivée	FRHR503-F604101

**Annexe 3 : Liste des adhésions à la carte de compétence relative à la maîtrise d'ouvrage en matière de prévention des inondations**

- Communauté de communes de la Moivre à la Coole ;
- Communauté d'agglomération d'Epernay, Coteaux et Plaine de Champagne ;
- Communauté de communes des Paysages de la Champagne ;
- Communauté de communes du Sud Marnais.

PROJET

#### Annexe 4 : Méthodologie relative à la définition du nombre de délégués et de voix par membre

Afin de définir une gouvernance équilibrée, il convenait de répartir les délégués entre les membres sur la base de données objectives.

Ainsi, il convenait de joindre un nombre de délégués sur la base de deux critères qui étaient :

- La population ;
- La superficie du bassin.

Les strates utilisées sont les suivantes :

Strate de population (en nombre d'habitants)	Nombre de délégués	Strate de superficie (en nombre d'hectares)	Nombre de délégués
0-9 999	1	0-9 999	1
10 000- 19 999	2	10 000- 19 999	2
20 000- 29 999	3	20 000- 29 999	3
30 000- 39 999	4	30 000- 39 999	4
40 000 - 49 999	5	40 000 - 49 999	5
50 000- 59 999	6	50 000- 59 999	6
60 000- 69 999	7	60 000- 69 999	7
70 000 (écrêtement à partir de cette tranche)	8	60 000- 69 999 (écrêtement à partir de cette tranche)	7

Au résultat trouvé, il a été décidé que le nombre de délégués ne dépasserait pas 4 délégués par membres. Dès lors, les délégués peuvent se voir attribuer un nombre de voix différent afin d'assurer la juste représentation sur la base du calcul suivant :

- Nombre de sièges sur la base de la strate de la population + Nombres de sièges sur la base de la strate de la superficie = x ;
- Si  $x > 4$ , il conviendra de définir le nombre de voix par délégués ;
- Ainsi x sera divisé par 4 = Y ;
- Le résultat sera arrondi à l'entier supérieur = nombre de voix par délégué pour faciliter les éventuels recours à des bulletins secrets. Il s'applique pour tous les types de scrutin.